

chômage est devenu critique dans les villes, vu ces instances, le premier ministre nous dirait-il si le gouvernement songerait à atténuer certaines de ses restrictions anti-inflation dans les régions du Canada qui sont le plus sévèrement touchées par le chômage à l'heure actuelle?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Comme le député le sait, monsieur l'Orateur, le gouvernement a dit à maintes reprises qu'il a des politiques pour les régions du Canada qui sont directement touchées par la lutte contre l'inflation. Ce sont des politiques d'assistance et, comme je l'ai expliqué l'autre jour à la Chambre, chiffres à l'appui, elles donnent des résultats aussi satisfaisants que nous pourrions l'espérer actuellement.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Comme cette amélioration n'a apparemment pas été sensible aux maires des villes...

**L'hon. M. Hees:** Pas plus qu'elle n'est visible dans les statistiques.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** ...et comme une foule d'économistes, y compris le sénateur Lamontagne et le Conseil économique du Canada, trouvent à redire à la politique du gouvernement qui consiste à combattre l'inflation en augmentant le chômage et en provoquant un ralentissement économique, puis-je demander au premier ministre si, lui ou le ministre des Finances, serait disposé à faire une déclaration à l'appel des motions pour justifier la théorie économique sur laquelle se fonde le gouvernement et indiquer quels économistes, s'il en est, sont en faveur de la politique du gouvernement?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'examinerai volontiers la requête du député. A notre avis, les politiques que nous suivons donnent des résultats petit à petit au Canada.

**M. Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Vous êtes les seuls à le penser.

**L'hon. M. Benson:** Personne n'aime voir un chômage élevé au pays. Toutefois, je devrais signaler que le taux de chômage en mars 1970 a été égalé ou dépassé au cours de huit des treize dernières années et que c'est en mars 1961, alors que le parti conservateur était au pouvoir, que le record a été établi.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Une étude effectuée récemment à l'échelon national par un éminent économiste canadien

a montré que 83 p. 100 des personnes interrogées estimaient que combattre l'inflation en augmentant le chômage ne constituait pas une méthode des plus efficaces pour s'attaquer au problème. En conséquence, le gouvernement voudrait-il procéder à un second examen objectif de sa politique de restriction de l'activité économique et songer sérieusement à accorder des stimulants fiscaux pour faire baisser les coûts et maintenir la hausse des prix dans les limites prescrites par le gouvernement?

**Le très hon. M. Trudeau:** Lorsque le député nous demande de procéder à un second examen objectif, je lui signalerai que notre premier examen est toujours objectif.

**Une voix:** Que veut dire cette remarque sournoise?

**Le très hon. M. Trudeau:** Les économistes dont le député a parlé ne s'entendent pas sur le genre de politique qu'ils voudraient voir le gouvernement adopter. Ils sont entièrement en désaccord quant aux mesures palliatives qui devraient être prises pour combattre le chômage, mais tous conviennent, je pense, qu'il ne s'agit pas de choisir entre un chômage plus ou moins accentué, mais de choisir entre l'inflation et le chômage et de lutter contre l'inflation et la propagation du chômage. C'est cette dernière solution que nous avons adoptée. Nous luttons contre l'inflation pour empêcher l'accroissement du chômage.

**L'hon. M. Hees:** J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme presque tous les économistes reconnaissent qu'accroître le chômage n'est pas le meilleur moyen de combattre l'inflation, le premier ministre pourrait-il considérer une autre proposition que personne au pays n'a encore rejetée...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que le député répète la question qu'il vient de poser.

**L'hon. M. Hees:** Je poursuis ma nouvelle question. Comme le premier ministre ne veut pas songer à réduire le chômage, pendant combien de temps encore une obstination stupide va-t-elle dicter au gouvernement sa politique sur cette très importante question?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Une voix:** Vous êtes expert en la matière, George.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Je voudrais demander au ministre des Finances s'il a consulté les données statistiques et si, compte tenu du bas niveau d'emploi dans les provinces de l'Atlantique que